

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| Énoncé de responsabilité de la direction            | 1  |
| Rapport de l'auditeur indépendant                   | 2  |
| État consolidé de la situation financière           | 4  |
| État consolidé des résultats et du surplus accumulé | 5  |
| État consolidé de la variation de la dette nette    | 6  |
| État consolidé des flux de trésorerie               | 7  |
| Notes afférentes aux états financiers consolidés    | 8  |
| Annexes consolidées                                 | 16 |



## Énoncé de responsabilité de la direction

### Responsabilité de la direction quant aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Conseil scolaire francophone provincial (ci-après appelé le 'Conseil') ont été préparés par la direction en conformité avec les normes comptables canadiennes du secteur public canadien et la réglementation provinciale et l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers sont la responsabilité de la direction. De plus, la direction est responsable pour toutes les notes et les annexes des états financiers consolidés et de s'assurer que cette information correspond, là où c'est approprié, avec l'information présentée dans les états financiers consolidés.

La direction est aussi responsable de mettre en place et d'entretenir un système de contrôle interne pour fournir une assurance raisonnable que de l'information financière fiable est générée.

Le Conseil d'administration du Conseil scolaire est responsable d'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités de divulgation financière et de contrôle interne et exerce ces responsabilités à travers le Conseil. Le Conseil révisé les états financiers consolidés internes sur une base périodique et les états financiers consolidés audités sur une base annuelle.

Les auditeurs externes, MNP LLP, effectuent un audit indépendant selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et exprime leur opinion sur les états financiers consolidés. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès à la direction financière du Conseil scolaire et les rencontrent au besoin.

Le rapport des auditeurs indépendants qui accompagne les états financiers consolidés décrit leurs responsabilités, l'étendue de leurs procédures d'audit et leur opinion relative aux états financiers consolidés du Conseil scolaire.

Au nom du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador:

*Michael Clair*

*10-juillet-2023*

**Signature du Président du Conseil scolaire - M. Michael Clair**

**Date de signature**

*Selena Mell*

*10-juillet-2023*

**Signature de la Directrice générale de l'éducation - Mme Selena Mell**

**Date de signature**

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Conseil d'administration du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2022, l'état consolidé des résultats et surplus accumulé, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador au 30 juin 2022, ainsi que de l'état consolidé des résultats et du surplus accumulé et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Autres informations*

La direction est responsable d'autres informations, y compris le rapport annuel, qui devraient nous être fournies après la date du présent rapport d'audit.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité est de lire les autres informations identifiées ci-dessus lorsqu'elles seront disponibles et, en ce faisant, d'examiner si elles présentent une incohérence significative avec les états financiers consolidés ou avec les connaissances que nous avons acquises dans le cadre de notre audit ou si elles semblent contenir des anomalies significatives.

Lors de la lecture du rapport annuel, si nous concluons qu'il contient une inexactitude significative, nous sommes tenus de le communiquer aux personnes responsables de la gouvernance de l'entreprise.

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador.

*Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil scolaire;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mount Pearl (Terre-Neuve-et-Labrador)

Le 10 juillet 2023

**MNP LLP**

**COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS**

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 30 JUIN 2022**

**ACTIFS FINANCIERS**

|                                     | <b>2022</b> | <b>Retraité – note 3<br/>2021</b> |
|-------------------------------------|-------------|-----------------------------------|
| Encaisse                            | 1 144 170\$ | 1 226 700\$                       |
| Investissements à court terme       | -           | 5 030                             |
| Débiteurs (Note 8)                  | 981 796     | 812 611                           |
| Taxe de vente harmonisée à recevoir | 55 833      | 49 583                            |
|                                     | 2 181 799   | 2 093 924                         |

**PASSIFS FINANCIERS**

|   |                    |                    |
|---|--------------------|--------------------|
| Payable au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador          | 203 952            | 236 494            |
| Créditeurs et frais courus (Note 10)                        | 262 950            | 263 301            |
| Obligation pour paie d'été des enseignants (Note 5)         | 686 797            | 693 296            |
| Revenus reportés (Note 18)                                  | 603 519            | 568 728            |
| Dépôts remboursables (Note 7)                               | 13 000             | 15 822             |
| Obligation de mise hors service d'immobilisations (Note 17) | 4 501 898          | 4 501 898          |
| Avantages sociaux futurs des employés                       |                    |                    |
| Congé de maladie (Note 8)                                   | 582 999            | 596 445            |
| Autres (Note 13)  | 261 109            | 289 897            |
|   | 7 116 224          | 7 165 881          |
| <b>Dettes nettes</b>  | <b>(4 934 425)</b> | <b>(5 071 957)</b> |

**ACTIFS NON FINANCIERS**

|  |                    |                     |
|--|--------------------|---------------------|
| Immobilisations corporelles (Annexe 7) | 7 935 223          | 8 029 783           |
| Dépenses payées d'avance               | -                  | 1 109               |
|  | 7 935 223          | 8 030 892           |
| <b>Surplus accumulé (Note 12)</b>      | <b>3 000 797\$</b> | <b>2 958 935 \$</b> |

Approuvé:

Président Michael Clair Directrice générale de l'Éducation Selma Myer

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <b>Budget (Note 16)</b> |                    | <b>Retraité – note 3</b> |
|---|-------------------------|--------------------|--------------------------|
|   | <u>2022</u>             | <u>2022</u>        | <u>2021</u>              |
| <b>Revenus (Annexe 1)</b>   |                         |                    |                          |
| Subventions provinciales  | 10 016 600\$            | 10 198 831\$       | 9 795 451\$              |
| Subventions projets Programmes des langues<br>officielles en éducation                      | 1 257 000               | 1 197 051          | 1 058 062                |
| Services auxiliaires  | 206 000                 | 208 572            | 206 142                  |
| Divers  | <u>8 950</u>            | <u>45 679</u>      | <u>10 240</u>            |
| <b>Total des Revenus</b>  | <u>11 488 550</u>       | <u>11 650 133</u>  | <u>11 069 895</u>        |
| <b>Charges</b>  |                         |                    |                          |
| Frais d'administration (Annexe 2)   | 677 050                 | 789 152            | 656 458                  |
| Programmes éducatifs (Annexe 3)   | 6 276 650               | 6 421 091          | 6 154 872                |
| Entretien et fonctionnement (Annexe 4)  | 2 396 050               | 1 850 718          | 2 038 243                |
| Transport scolaire (Annexe 5)   | 1 063 300               | 1 102 645          | 1 171 895                |
| Services auxiliaires (Annexe 6)   | 241 750                 | 247 614            | 234 820                  |
| Services aux élèves - Projets Programmes des<br>langues officielles en éducation (Annexe 8) | <u>1 257 000</u>        | <u>1 197 051</u>   | <u>1 058 062</u>         |
| <b>Total des Charges</b>  | <u>11 911 800</u>       | <u>11 608 271</u>  | <u>11 314 350</u>        |
| Surplus annuel (déficit)  | (423 250)               | 41 862             | (244 455)                |
| <b>Surplus accumulé, début de l'exercice</b>  | <u>2 958 935</u>        | <u>2 958 935</u>   | <u>3 203 390</u>         |
| <b>Surplus accumulé, fin de l'exercice (Note 12)</b>  | <u>2 535 685\$</u>      | <u>3 000 797\$</u> | <u>2 958 935\$</u>       |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <b>Budget (Note 16)</b> |                      | <b>Retraité - note 3</b> |
|---|-------------------------|----------------------|--------------------------|
|   | <b><u>2022</u></b>      | <b><u>2022</u></b>   | <b><u>2021</u></b>       |
| Surplus annuel (déficit)                      | (423 250)\$             | 41 862\$             | (244 455)\$              |
| Acquisition d'immobilisations corporelles     | -                       | (498 067)            | -                        |
| Amortissement des immobilisations corporelles | -                       | 481 687              | 464 790                  |
| Variation des frais payés d'avance            | -                       | 1 110                | 1 112                    |
| Réduction de valeur d'immobilisations         | -                       | <u>110 939</u>       | <u>-</u>                 |
| (Augmentation) diminution de la dette nette   | (423 250)               | 137 531              | 219 223                  |
| <b>Dette nette, début d'exercice</b>          | <u>(5 071 957)</u>      | <u>(5 071 957)</u>   | <u>(5 291 180)</u>       |
| <b>Dette nette, fin d'exercice</b>            | <u>(5 495 207)\$</u>    | <u>(4 934 426)\$</u> | <u>(5 071 957)\$</u>     |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés



**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|  | <u>2022</u>        | <u>2021</u>        |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>Encaisse provenant (utilisée par) des (les) activités suivantes</b> |                    |                    |
| <b>Activités d'exploitation</b>  |                    |                    |
| Surplus annuel   | 41 862\$           | (244 455)\$        |
| Items n'affectant pas l'encaisse                                       |                    |                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles                          | 481 687            | 464 790            |
| Débiteurs  | (169 190)          | (120 435)          |
| Réduction de valeur d'immobilisations                                  | 110 939            | -                  |
| Taxe de vente harmonisée à recevoir                                    | (6 250)            | (13 746)           |
| Dépenses payées d'avance   | 1 114              | (1 114)            |
| Payable au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador                     | (32 542)           | (263 248)          |
| Créditeurs et frais courus   | (350)              | 86 029             |
| Dépôts remboursables   | (2 822)            | 6 000              |
| Obligation pour paie d'été des enseignants                             | (6 499)            | 50 212             |
| Indemnité de départ comptabilisée d'avance                             | -                  | (19 872)           |
| Congé de maladie   | (13 446)           | 2 976              |
| Avantages sociaux futurs des employés - autres                         | (28 787)           | 33 586             |
| Revenus reportés   | 34 791             | (12 810)           |
|  | <u>410 507</u>     | <u>(32 087)</u>    |
| <b>Activités d'immobilisations corporelles</b>                         |                    |                    |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                             | <u>(498 067)</u>   | <u>-</u>           |
|  | <u>(498 067)</u>   | <u>-</u>           |
| <b>Activités d'investissements</b>                                     |                    |                    |
| Investissements à court terme  | <u>5 030</u>       | <u>-</u>           |
| <b>Augmentation (Diminution) de l'encaisse</b>                         | (82 530)           | (32 087)           |
| <b>Encaisse, début de l'exercice</b>                                   | <u>1 226 700</u>   | <u>1 258 787</u>   |
| <b>Encaisse, fin de l'exercice</b>                                     | <u>1 144 170\$</u> | <u>1 226 700\$</u> |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

**1. Nature des activités**

Le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP ou "le Conseil") est le seul conseil scolaire francophone public de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Il offre l'enseignement en français langue première aux enfants de parents ayants droit, tel que défini par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Le Conseil possède les mêmes pouvoirs que l'autre district scolaire de la province, auquel s'ajoute un mandat supplémentaire de promotion de la langue française et de la culture francophone.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus pour le secteur public qui sont représentés par des normes émises par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) des Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada).

Voici un sommaire des principales méthodes comptables adoptées par le Conseil scolaire:

- a) Ces états financiers consolidés reflètent l'actif, le passif, les revenus et les dépenses du District. Cette entité comptable comprend toutes les organisations contrôlées par le district et imputables devant l'administration, ainsi que leurs propres affaires et ressources financières. Les entités consolidées sont le district et les écoles qu'il contrôle.
- b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements à court terme. Les liquidités soumises à des restrictions qui empêchent leur utilisation à des fins courantes sont incluses dans les liquidités soumises à restrictions.
- c) Les actifs sont classés comme financiers ou non financiers. Les actifs financiers sont des actifs qui peuvent être utilisés pour s'acquitter de dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Les actifs non financiers sont des actifs qui sont acquis, construits ou développés mais ne fournissent normalement pas de ressources pour acquitter des passifs existants. Ils sont plutôt utilisés pour fournir des services publics, qui peuvent être consommés dans le cadre d'opérations normales et qui ne sont pas destinés à être revendus sur le marché dans le cadre des activités normales. Les actifs non financiers comprennent les immobilisations corporelles et les charges payées d'avance.
- d) La principale source de financement pour le Conseil scolaire est le ministère de l'Éducation ("le ministère") du Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. Le ministère fournit du financement pour les opérations, le transport scolaire et les salaires des enseignants. Le financement des dépenses en capital et des travaux de transformation ou d'amélioration importants est assuré par le ministère des Transports et de l'Infrastructure. Les transferts gouvernementaux assortis de conditions restreignant leur utilisation sont comptabilisés en tant que revenus lorsque le transfert est autorisé et que les critères d'éligibilité sont remplis. Lorsque le transfert donne lieu à une obligation qui constitue un passif, le transfert est comptabilisé lorsque le passif est réglé. Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont perçus.
- e) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties au cours de leur durée de vie utile. Les immobilisations corporelles ne sont pas amorties avant leur mise en service.

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

- f) L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode linéaire basée sur le nombre d'exercices financiers suivant:

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Édifices scolaires      | 40 ans |
| Mobilier                | 10 ans |
| Équipement              | 10 ans |
| Ordinateurs             | 4 ans  |
| Améliorations locatives | 5 ans  |

- g) Le Conseil scolaire a acquis, dans certains cas, des terrains pour ses bâtiments sans coût. Dans d'autres cas, le Conseil a obtenu l'autorisation de se servir du terrain, sans devenir propriétaire, tant et aussi longtemps que les propriétés sont utilisées pour des fins pédagogiques. Dans le cas où le terrain constitue la propriété du Conseil et la détermination de la valeur de marché n'était pas possible, une valeur nominale leur a été accordé.
- h) Pour la paie des enseignants, des aides-élèves, des directions des écoles, de la direction du Conseil scolaire et des coordinations des programmes : le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador traite les paies et remet les déductions à la source directement aux agences appropriées. Les montants comptabilisés dans ces états financiers consolidés reflètent les salaires bruts et les avantages sociaux pour l'année tels que calculés par le ministère.
- i) Coûts de régimes de retraite : tous les employés permanents du Conseil scolaire bénéficient de régimes de retraite administrés par le Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. Les employés et le Conseil scolaire doivent, tous les deux, contribuer aux régimes de retraite. Les obligations postérieures à la retraite des employés relèvent de la responsabilité du Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. Pour les régimes de retraite, les contributions de l'employeur sont comptabilisées sur une base courante.
- j) Les employés du Conseil scolaire ont droit à des congés de maladie payés qui s'accumulent mais ne s'acquèrent pas. Conformément à la comptabilité pour le secteur public pour les avantages postérieurs à l'emploi et les soldes compensatoires, le Conseil scolaire comptabilise le passif dans la période dans laquelle l'employé fournit le service. L'obligation est établie par calcul actuariel utilisant des hypothèses fondées sur les meilleures estimations de la direction de la probabilité d'utilisation des congés de maladie accumulés, de l'évolution des salaires et des gages futurs, de l'âge de l'employé, de la probabilité de départ, de l'âge de la retraite, du taux d'actualisation et d'autres facteurs. Les taux d'actualisation sont fondés sur le taux d'emprunt à long terme de la province. Les gains et pertes actuariels sont constatés au fil du temps, selon un calcul actuariel, dans l'état consolidé des résultats.
- k) Le district mène ses activités par le biais de six segments déclarables : l'administration, les programmes éducatifs, l'opération et l'entretien, le transport scolaire, les services auxiliaires et les services aux élèves. Ces secteurs opérationnels sont établis par la direction pour faciliter la réalisation des objectifs du district, pour aider à la prise de décision en matière d'affectation des ressources et pour évaluer la performance opérationnelle.

Pour chaque secteur, les produits et les charges représentent à la fois les montants directement attribuables au secteur et les montants et les montants qui sont alloués sur une base raisonnable. C'est pourquoi, certaines méthodologies d'allocation sont employées dans la préparation de l'information financière sectorielle.

Les conventions comptables utilisées dans ces secteurs sont cohérentes avec celles suivies pour la préparation des états financiers consolidés. Les transferts intersectoriels sont comptabilisés à leur valeur d'échange.

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

- l) En préparant les états financiers consolidés pour le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans l'actif et le passif à la date des états financiers consolidés et sur les montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les éléments significatifs soumis à ces estimations et hypothèses comprennent :

- le passif pour les avantages sociaux futurs des employés
- la comptabilisation de l'amortissement des immobilisations corporelles
- la durée de vie utile estimée des actifs

- m) À compter du 1er juillet 2022, le Conseil scolaire devra adopter PS3400 Revenu. Selon la norme, les transactions qui comprennent des obligations de résultats sont identifiées comme des "contrats d'échange" tandis que celles qui n'ont pas d'obligations de résultats sont identifiées comme des "contrats sans échange". Les revenus des contrats d'échange doivent être comptabilisés lorsque les obligations de performance sous-jacentes ont été satisfaites, tandis que les revenus des contrats sans échange doivent être comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir. Cette norme peut être appliquée rétroactivement ou prospectivement et une adoption anticipée est autorisée. L'impact de l'adoption de cette norme sur les résultats financiers du Conseil scolaire ne peut être déterminé pour le moment.
- n) Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation en cas d'événements ou de changements de circonstances indiquant que le potentiel de service pourrait ne pas être récupéré.
- o) Le District comptabilise une obligation de mise hors service d'une immobilisation dans la période au cours de laquelle une obligation légale liée à la mise hors service de l'immobilisation corporelle est encourue et lorsqu'une estimation raisonnable de ce montant peut être faite. L'obligation de mise hors service d'une immobilisation est initialement évaluée à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date du bilan consolidé. Un montant correspondant est ajouté à la valeur comptable de l'actif concerné et est ensuite amorti sur la durée de vie de l'actif.

À chaque date de l'état consolidé de la situation financière, l'obligation de mise hors service des immobilisations est examinée et ajustée pour refléter la meilleure estimation actuelle du passif. Ces ajustements peuvent résulter de changements des hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie non actualisés nécessaires au règlement de l'obligation y compris des changements dans les probabilités estimées, les montants et le calendrier de règlement des exigences légales de l'obligation et du taux d'actualisation. Ces changements sont comptabilisés comme une augmentation ou une diminution de la valeur comptable de l'obligation de mise hors service d'une immobilisation, avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'actif correspondant.

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

**3. Changement de méthode comptable**

**Obligation de mise hors service d'immobilisations**

Le 1er juillet 2021, l'organisme a adopté le chapitre 3280 du Manuel des normes comptables pour le secteur public – Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Cette nouvelle norme fournit des indications sur la présentation des obligations juridiques liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles à long terme qui sont soit en cours d'utilisation productive, soit qui ne sont plus en cours d'utilisation productive et qui sont contrôlées par l'organisme, ainsi que sur les coûts liés à la mise hors service de ces actifs.

La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022, mais le Conseil scolaire l'a adoptée par anticipation et utilise l'application rétroactive modifiée avec retraitement des montants comparatifs de la période précédente. L'impact sur les états financiers consolidés de l'organisation se résume comme suit :

|  | Déclaré le<br>30 juin 2021 | Augmentation<br>(Diminution) | Retraité<br>30 juin 2021 |
|--|----------------------------|------------------------------|--------------------------|
| Immobilisations                                      | 7 574 065\$                | 455 718\$                    | 8 029 783\$              |
| Obligation de mise hors service<br>d'immobilisations | -                          | 4 501 898                    | 4 501 898                |
| Amortissement  | 420 404                    | 44 387                       | 464 791                  |
| Surplus accumulé – début                             | 7 205 183\$                | (4 001 783)\$                | 3 203 400\$              |

**4. Instruments financiers**

Les instruments financiers du Conseil scolaire sont composés de l'encaisse, des investissements à court terme, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs, des avantages sociaux payables, du payable au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'obligation pour paie d'été des enseignants et des dépôts remboursables. C'est l'opinion de la direction que le Conseil scolaire n'est pas exposé à des risques importants en rapport aux taux d'intérêt, aux devises ou au crédit résultant de ces instruments financiers.

La valeur comptable des instruments financiers du Conseil se rapproche de la juste valeur.

**5. Obligation pour paie d'été des enseignants**

Le Conseil comptabilise un passif de vacances (d'été) pour les enseignants du Conseil scolaire. Ce passif se rapporte aux salaires des enseignants gagnés durant l'année scolaire mais qui ne sont versés aux enseignants qu'après le 30 juin. Ainsi, le Conseil a comptabilisé un débiteur pour paie de vacances de 686 797\$ (2021 – 693 296\$).

**6. Subvention pour assurances**

Le coût d'assurance pour les propriétés scolaires est payé par le gouvernement provincial et aucun montant n'a été inscrit dans les comptes pour refléter ce coût.

**7. Dépôts remboursables**

Le Conseil scolaire perçoit des cautionnements d'exécution de ses fournisseurs de services d'entretien pluriannuels des systèmes de climatisation, de chauffage et d'aération ainsi que des entrepreneurs de contrats pluriannuels mécaniques, électriques et de déneigement. Au 30 juin 2022, le solde à payer est 13 000\$ (2021 - 15 882\$)

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

**8. Avantages sociaux futurs des employés - congé de maladie**

|  | <u>2022</u>      | <u>2021</u>      |
|--|------------------|------------------|
| Passif au titre des prestations constituées, début de l'exercice         | 596 445\$        | 593 469\$        |
| Charges au titre des avantages   |                  |                  |
| Coût des avantages pour les services rendus                              | 40 875           | 19 323           |
| Charge d'intérêts  | (10 624)         | 14 643           |
| Amortissement du gain durant la période                                  | (16 124)         | (4 351)          |
| Avantages payés  | <u>(48 821)</u>  | <u>(26 639)</u>  |
| <b>Passif au titre des prestations constituées, fin de l'exercice</b>    | 582 999          | 596 445          |
| Gain d'expérience actuarielle non-amortie                                | <u>(189 983)</u> | <u>(164 772)</u> |
| Total, obligation au titre des prestations constituées                   | <u>393 016</u>   | <u>431 673</u>   |
| <br>   |                  |                  |
| Passif au titre des prestations constituées selon les groupes d'employés |                  |                  |
| Enseignants  | 521 519          | 529 525          |
| Employés du conseil  | 43 271           | 48 233           |
| Aides-élèves   | <u>18 209</u>    | <u>18 687</u>    |
| Total, fin de l'exercice   | <u>582 999\$</u> | <u>596 445\$</u> |

Les hypothèses actuarielles importantes appliquées pour mesurer le congé de maladie et les charges au titre des avantages sont comme suit:

|  | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|--|-------------|-------------|
| Taux d'escompte - coût des avantages (%) | 2,75        | 2,85        |

Le taux d'augmentation de la rémunération est de 3,75% pour les promotions et le mérite, plus l'inflation au 30 juin 2022 (2021 – 3,5%)

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

| <b>9. Débiteurs</b>  | <u><b>2022</b></u>         | <u><b>2021</b></u>         |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Gouvernement provincial  | 292 786\$                  | 65 276\$                   |
| Gouvernement provincial - Paie d'été des enseignants (Note 5)                  | 686 797                    | 693 296                    |
| Programme d'appui aux droits linguistiques                                     | -                          | 11 195                     |
| Avances pour déplacements et divers  | <u>2 213</u>               | <u>42 844</u>              |
|  | <u><u>981 796\$</u></u>    | <u><u>812 611\$</u></u>    |
| <br>   |                            |                            |
| <b>10. Crédoiteurs et frais courus</b>   | <u><b>2022</b></u>         | <u><b>2021</b></u>         |
| Fournisseurs   | 132 188\$                  | 176 963\$                  |
| Charges courues  | 85 110                     | 46 698                     |
| Salaires et bénéfices à payer  | <u>45 652</u>              | <u>39 640</u>              |
|  | <u><u>262 950\$</u></u>    | <u><u>263 301\$</u></u>    |
| <br>   |                            |                            |
| <b>11. Dépenses par objet</b>  | <u><b>2022</b></u>         | <u><b>2021</b></u>         |
| Salaires   | 6 807 664\$                | 6 531 676\$                |
| Avantages sociaux  | 1 165 256                  | 1 177 512                  |
| Fournitures et services  | 2 792 561                  | 2 922 552                  |
| Services contractuels et honoraires  | 285 850                    | 162 550                    |
| Formation  | 52 075                     | 41 601                     |
| Location   | 20 581                     | 12 302                     |
| Amortissement  | 481 687                    | 464 791                    |
| Intérêts   | <u>2 597</u>               | <u>1 356</u>               |
|  | <u><u>11 608 271\$</u></u> | <u><u>11 314 340\$</u></u> |
| <br>   |                            |                            |
| <b>12. Détail du surplus accumulé</b>  | <u><b>2022</b></u>         | <u><b>2021</b></u>         |
| <b>Composition en fin d'exercice</b>   |                            |                            |
| Fond restreint - Centre des Grands-Vents (Note 14)                             | - \$                       | 19 762 \$                  |
| Investissement net en immobilisations corporelles                              | 7 935 223                  | 8 029 783                  |
| Congé de maladie accumulé non-capitalisé (Note 8)                              | (582 999)                  | (596 445)                  |
| Obligation de mise hors service d'immobilisations non-capitalisée<br>(Note 17) | (4 501 898)                | (4 501 898)                |
| Congés payés exécutifs non-capitalisés (Note 13)                               | (224 146)                  | (233 037)                  |
| Saldes bancaires de l'école  | 144 900                    | 123 150                    |
| Surplus accumulé opérationnel  | <u>229 717</u>             | <u>117 620</u>             |
| <b>Surplus accumulé total</b>  | <u><u>3 000 797\$</u></u>  | <u><u>2 958 935\$</u></u>  |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

**13. Avantages sociaux futurs des employés - Autres**

Le congé payé pour les employés cadres et les avantages de paie de vacances pour le personnel du bureau du Conseil et le personnel de conciergerie sont comptabilisés conformément aux taux applicables à ces groupes.

Les avantages sociaux futurs des employés sont tels que suit:

|                                | <u>2022</u>      | <u>2021</u>      |
|--------------------------------|------------------|------------------|
| Congé payé des employés cadres | 224 146\$        | 273 037\$        |
| Paie de vacances des employés  | 36 964           | 56 860           |
|                                | <u>261 110\$</u> | <u>289 897\$</u> |

**14. Réserve**

En conformité avec les baux des locataires du Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents à Saint-Jean, le Conseil scolaire maintient une réserve à usage restreint que la direction a désignée pour permettre l'acquisition future d'équipement et des rénovations majeures à l'édifice.

**15. Opérations entre apparentés**

Le Conseil scolaire est lié par un contrôle commun à tous les ministères, agences, conseil scolaires, régies de santé et les sociétés d'État de la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Les transactions avec ces entités, à moins qu'elles ne soient divulguées séparément, sont considérées comme étant dans le cours normal des opérations et sont enregistrées à la valeur d'échange.

**16. Chiffres budgétaires**

Les chiffres budgétaires inclus dans les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration lors de l'adoption du budget annuel le 27 novembre 2021.

**17. Obligation de mise hors service d'immobilisations**

Les obligations du district en matière de mise hors service d'immobilisations concernent l'amiante et d'autres contaminants dans des bâtiments qui consistent principalement en des écoles. Les bâtiments n'ont pas de date de mise hors service fixe, mais leur durée de vie utile est de 40 ans, et les obligations de mise hors service des immobilisations seront amorties linéairement sur la durée de vie utile restante.

L'estimation de la responsabilité est basée sur des recherches menées par une tierce partie. En ce qui concerne les bâtiments, les recherches ont montré que le coût moyen du désamiantage par mètre carré variait considérablement en fonction de la date de construction des bâtiments. Par conséquent, les bâtiments ont été regroupés en fonction de l'année de construction et un coût a été appliqué sur la base de l'étude de la tierce partie.

Le district n'a pas augmenté ou actualisé les coûts associés à l'obligation de mise hors service des immobilisations car la date de mise hors service de chaque école n'est pas connue. Si le district avait augmenté et actualisé les obligations liées à la mise hors service des immobilisations sur la base de la durée de vie utile restante des actifs, la différence se serait avérée immatérielle.



**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

**18. Revenus reportés**

Les revenus reportés représentent les fonds destinés à des fins spécifiques pour lesquelles les critères de comptabilisation des revenus n'ont pas été remplis. Le financement est reporté et inclus dans les revenus lorsqu'il est autorisé et que tous les critères d'éligibilité sont remplis, à condition qu'il n'y ait pas de stipulations donnant lieu à un passif. Les variations du financement reporté à des périodes futures sont les suivantes :

|  | <u>2022</u>       | <u>2021</u>       |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Solde, début de l'exercice</b>                                      | 568 728\$         | 581 524\$         |
| Moins les montants comptabilisés aux revenus<br>au cours de l'exercice | (11 650 133)      | (11 069 895)      |
| Plus les montants financés durant l'exercice                           | <u>11 684 924</u> | <u>11 057 099</u> |
| <b>Solde, fin de l'exercice</b>  | <u>603 519\$</u>  | <u>568 728\$</u>  |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 1 - REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

| Revenus   | Budget (Note 16)<br>2022 | Réal<br>2022        | Réal<br>2021        |
|---|--------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Subventions - Projets Programme des Langues officielles en éducation</b> |                          |                     |                     |
| Subventions d'exploitation  | 1 257 000\$              | 1 197 051\$         | 1 058 062\$         |
|   | <u>1 257 000</u>         | <u>1 197 051</u>    | <u>1 058 062</u>    |
| <b>Subventions du gouvernement provincial</b>                               |                          |                     |                     |
| Subventions d'exploitation  | 1 974 600                | 1 946 500           | 1 906 809           |
| Acquisitions d'immobilisation   |                          |                     |                     |
| corporelles - édifices et terrains  | 250 000                  | 498 067             | -                   |
| Rénovations majeures aux édifices   | 500 000                  | 135 414             | 283 037             |
| Subventions spéciales   |                          |                     |                     |
| Moniteurs de langues  | 45 000                   | 29 883              | 46 370              |
| Autre   | 96 000                   | 224 183             | 399 081             |
| Salaires et avantages sociaux   |                          |                     |                     |
| Direction   | 459 300                  | 432 680             | 438 516             |
| Enseignants   | 5 105 000                | 5 183 120           | 4 983 063           |
| Suppléants  | 265 000                  | 341 833             | 287 606             |
| Aides-élèves  | 130 000                  | 146 114             | 128 048             |
| Direction des services éducatifs  | 130 400                  | 164 165             | 152 874             |
| Transport scolaire  |                          |                     |                     |
| Contractés  | 1 061 300                | 1 096 872           | 1 170 047           |
|   | <u>10 016 600</u>        | <u>10 198 831</u>   | <u>9 795 451</u>    |
| <b>Services auxiliaires</b>   |                          |                     |                     |
| Revenus au niveau des écoles  | 70 000                   | 83 883              | 78 741              |
| Revenus de locations des écoles et services -                               |                          |                     |                     |
| Centre des Grands-Vents   | 111 000                  | 99 689              | 102 401             |
| Autre location - ARCO - Côte ouest  | 25 000                   | 25 000              | 25 000              |
|   | <u>206 000</u>           | <u>208 572</u>      | <u>206 142</u>      |
| <b>Divers</b>   |                          |                     |                     |
| Intérêts sur les investissements  | 8 500                    | 12 650              | 10 010              |
| Programme d'appui aux droits linguistiques                                  | -                        | 11 195              | -                   |
| Autre - divers  | 450                      | 1 102               | 230                 |
| Réclamation d'assurance   | -                        | 20 732              | -                   |
|   | <u>8 950</u>             | <u>45 679</u>       | <u>10 240</u>       |
| <b>Total des revenus</b>  | <u>11 488 550\$</u>      | <u>11 650 133\$</u> | <u>11 069 895\$</u> |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 2 - FRAIS D'ADMINISTRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <b>Budget (Note 16)<br/>2022</b> | <b>Réel<br/>2022</b>    | <b>Réel<br/>2021</b>    |
|---|----------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Salaires et avantages sociaux                 |                                  |                         |                         |
| Direction et direction adjoint                | 340 800\$                        | 291 783\$               | 327 882\$               |
| Personnel du bureau                           | 198 500                          | 197 626                 | 201 585                 |
| Fournitures de bureau                         | 3 000                            | 3 710                   | 2 696                   |
| Remplacement de meubles et d'équipements      | 7 000                            | 8 659                   | 3 534                   |
| Affranchissement                              | 4 750                            | 2 732                   | 4 829                   |
| Téléphone et internet                         | 10 000                           | 8 956                   | 8 503                   |
| Location et réparation d'équipement de bureau | 6 000                            | 5 044                   | 5 914                   |
| Frais bancaires                               | 7 000                            | 9 070                   | 7 079                   |
| Réparations et entretien - édifices à bureaux | 4 000                            | 3 552                   | 951                     |
| Déplacements                                  | 10 000                           | 9 651                   | 1 923                   |
| Dépenses - réunions du Conseil scolaire       | 7 500                            | -                       | -                       |
| Services professionnels - frais légaux        | 20 000                           | 142 343                 | 26 178                  |
| Services professionnels - remboursables       | 20 000                           | 47 833                  | 15 998                  |
| Services professionnels - autres              | 21 000                           | 28 168                  | 37 229                  |
| Publicités - recrutement du personnel         | 2 500                            | 12 252                  | 1 184                   |
| Cotisations                                   | 5 000                            | 4 800                   | 9 755                   |
| Déménagement                                  | 3 500                            | 9 542                   | -                       |
| Divers  | 2 000                            | 166                     | 212                     |
| Perfectionnement                              | 3 500                            | 511                     | 6                       |
| Assurances                                    | 1 000                            | 2 754                   | 1 000                   |
| <b>Total des frais d'administration</b>       | <b><u>677 050\$</u></b>          | <b><u>789 152\$</u></b> | <b><u>656 458\$</u></b> |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 3 - PROGRAMMES ÉDUCATIFS  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <u>Budget (Note 16)<br/>2022</u> | <u>Réel<br/>2022</u> | <u>Réel<br/>2021</u> |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Salaires pédagogiques</b>                            |                                  |                      |                      |
| Salaires des enseignants                                |                                  |                      |                      |
| Réguliers   | 4 250 000\$                      | 4 319 575\$          | 4 071 860\$          |
| Suppléants  | 265 000                          | 334 371              | 282 586              |
| Direction des services éducatifs                        | 138 500                          | 131 367              | 138 424              |
| Payés par le Conseil                                    | 2 000                            | 2 681                | 3 587                |
| Avantages sociaux - général                             | 750 000                          | 750 985              | 795 719              |
| Secrétaires d'école - salaires et avantages sociaux     | 243 800                          | 253 523              | 213 717              |
| Taxe sur les salaires                                   | 105 000                          | 108 670              | 105 125              |
| Autre - salaires et avantages sociaux:                  |                                  |                      |                      |
| Coordinateurs de programmes                             | 140 000                          | 111 919              | 132 197              |
| Autre - salaires et avantages sociaux: aides-élèves     | 130 000                          | 146 116              | 128 048              |
|   | <u>6 024 300</u>                 | <u>6 159 207</u>     | <u>5 871 263</u>     |
| <b>Matériel pédagogique</b>                             |                                  |                      |                      |
| Fournitures scolaires                                   | 22 500                           | 26 371               | 22 142               |
| Matériel - Centres de ressources - remboursables        | -                                | 360                  | -                    |
| Matériel pédagogique - remboursables                    | 15 000                           | 18 200               | 69 337               |
| Matériel pédagogique                                    | 32 500                           | 18 717               | 25 171               |
|   | <u>70 000</u>                    | <u>63 648</u>        | <u>116 650</u>       |
| <b>Mobilier et équipement pédagogique</b>               |                                  |                      |                      |
| Remplacement  | 25 000                           | 27 918               | 32 078               |
| Locations et réparations                                | 9 750                            | 9 794                | 9 469                |
|   | <u>34 750</u>                    | <u>37 712</u>        | <u>41 547</u>        |
| <b>Déplacement du personnel pédagogique</b>             |                                  |                      |                      |
| Coordonnateurs de programmes                            | 2 500                            | -                    | -                    |
| Enseignants   | 1 000                            | 176                  | 466                  |
| Sessions de formation et conférences                    | 500                              | -                    | -                    |
| Enseignants - déplacement remboursable                  | 5,000                            | -                    | -                    |
|   | <u>9 000</u>                     | <u>176</u>           | <u>466</u>           |
| <b>Autres coûts attribués à la pédagogie</b>            |                                  |                      |                      |
| Programme de moniteur francophone                       | 48 800                           | 32 698               | 50 269               |
| Services de la Commission scolaire du littoral          | 50 000                           | 68 928               | 54 217               |
| Inclusion - Adaptation scolaire                         | 2 500                            | 5 319                | 935                  |
| Secrétaires - perfectionnement                          | 2 000                            | -                    | -                    |
| Secrétaires - déplacement                               | 2 000                            | 713                  | 306                  |
| Secrétaires - équipement                                | 2 000                            | -                    | 363                  |
| Bon Départ  | 500                              | 498                  | -                    |
| Projets parascolaires - gymnases au Labrador            | 10 000                           | 3 770                | -                    |
| Bourses pour étudiants                                  | 800                              | -                    | 700                  |
|   | <u>118 600</u>                   | <u>111 926</u>       | <u>106 790</u>       |
| <b>Amortissement</b>                                    | <u>20 000</u>                    | <u>48 422</u>        | <u>18 156</u>        |
| <b>Total des dépenses pour les programmes éducatifs</b> | <u>6 276 650\$</u>               | <u>6 421 091\$</u>   | <u>6 154 872\$</u>   |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 4 - DÉPENSES D'OPÉRATION ET D'ENTRETIEN DES ÉCOLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <u>Budget (Note 16)<br/>2022</u> | <u>Réel<br/>2022</u>      | <u>Réel<br/>2021</u>      |
|---|----------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Salaires - conciergerie   | 436 800\$                        | 401 022\$                 | 458 481\$                 |
| Salaires - entretien  | 141 500                          | 150 630                   | 137 701                   |
| Salaires - entretien remboursable                                       | 2 500                            | 1 409                     | -                         |
| Électricité   | 170 000                          | 186 681                   | 163 559                   |
| Mazout de chauffage   | 60 000                           | 98 505                    | 47 502                    |
| Frais pour les services municipaux                                      | 30 000                           | 32 515                    | 30 828                    |
| Téléphone - internet  | 117 000                          | 101 712                   | 103 375                   |
| Véhicule et déplacements  | 15 000                           | 11 072                    | 1 829                     |
| Matériel de conciergerie  | 32 500                           | 29 162                    | 79 814                    |
| Équipement de conciergerie  | 3 000                            | 8 710                     | 5 814                     |
| Réparations remboursables   | 750 000                          | 165 775                   | 275 390                   |
| Réparations mineures - édifices   | 50 000                           | 52 784                    | 41 284                    |
| Équipement - remplacement - informatique                                | 13 500                           | 6 178                     | 83 645                    |
| Services contractés - conciergerie                                      | 7 750                            | 7 589                     | -                         |
| Réparation et entretien - équipement                                    | 1,500                            | 1,245                     | 1,700                     |
| Déneigement   | 160 000                          | 160 692                   | 160 033                   |
| Autre - systèmes de sécurité  | 4 000                            | 5 633                     | 4 513                     |
| Autre - perfectionnement  | 2 500                            | -                         | -                         |
| Amortissement de l'obligation de mise hors service<br>d'immobilisations | -                                | 44 387                    | 44 387                    |
| Amortissement   | <u>398 500</u>                   | <u>385 017</u>            | <u>398 388</u>            |
| <b>Total des dépenses d'opération et d'entretien<br/>des écoles</b>     | <u><u>2 396 050\$</u></u>        | <u><u>1 850 718\$</u></u> | <u><u>2 038 243\$</u></u> |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 5 - DÉPENSES DE TRANSPORT SCOLAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <b>Budget (Note 16)<br/>2022</b> | <b>Réel<br/>2022</b>        | <b>Réel<br/>2021</b>        |
|---|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
|   | <u>                    </u>      | <u>                    </u> | <u>                    </u> |
| <b>Services contractés</b>                      |                                  |                             |                             |
| Transport régulier - autobus                    | 1 027 800\$                      | 1 027 803\$                 | 1 053 220\$                 |
| Transport régulier - véhicules privés           | 32 500                           | 29 641                      | 32 431                      |
| Nettoyage COVID                                 | -                                | -                           | 83,755                      |
| Transport parascolaire                          | 2 000                            | 5 773                       | 1 849                       |
| Régalage du carburant                           | <u>1 000</u>                     | <u>39 428</u>               | <u>640</u>                  |
| <b>Total des dépenses de transport scolaire</b> | <u>1 063 300\$</u>               | <u>1 102 645\$</u>          | <u>1 171 895\$</u>          |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 6 - SERVICES AUXILIAIRES  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | <u>Budget (Note 16)</u><br><u>2022</u> | <u>Réel</u><br><u>2022</u> | <u>Réel</u><br><u>2021</u> |
|---|--|----------------------------|----------------------------|
| <b>Dépenses au niveau des écoles</b>                    |  |                            |                            |
| Excursions scolaires et activités parascolaires         | 30 000\$                               | 4 851\$                    | 15 974\$                   |
| Matériel et équipement pédagogique                      | 17 500                                 | 20 990                     | 29 385                     |
| Identité culturelle                                     | -                                      | 3,006                      | 8,531                      |
| Dépenses associées aux levées de fonds                  | 5 000                                  | 8 362                      | 3 729                      |
| Bal des finissants                                      | 2 500                                  | 1 752                      | 3 386                      |
| Autre   | <u>15 000</u>                          | <u>23 265</u>              | <u>18 336</u>              |
|   | <u>70 000</u>                          | <u>62 226</u>              | <u>79 341</u>              |
| <b>Services auxiliaires</b>                             |  |                            |                            |
| Loyer - résidences pour enseignants                     | <u>-</u>                               | <u>9 000</u>               | <u>-</u>                   |
| <b>Centres communautaires - Centre des Grands-Vents</b> |  |                            |                            |
| Salaires et avantages sociaux - conciergerie            | 48 000\$                               | 41 719\$                   | 47 610\$                   |
| Communications  | 9 000                                  | 7 064                      | 6 241                      |
| Fonctionnement  | 98 000                                 | 88 823                     | 86 974                     |
| Achats & équipement                                     | <u>12 000</u>                          | <u>34 919</u>              | <u>10 793</u>              |
|   | <u>167 000</u>                         | <u>172 525</u>             | <u>151 618</u>             |
| Amortissement   | <u>4 750</u>                           | <u>3 861</u>               | <u>3 861</u>               |
| <b>Total des services auxiliaires</b>                   | <u>171,750</u>                         | <u>176,386</u>             | <u>155,479</u>             |
| <b>Total des services auxiliaires</b>                   | <u><u>241 750\$</u></u>                | <u><u>247 614\$</u></u>    | <u><u>234 820\$</u></u>    |

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 7 - DÉTAILS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|   | Coût                | Acquisitions     | Coût                | Amortissement<br>accumulé | Amortissement     | Amortissement<br>accumulé | Valeur nette       | Valeur nette       |
|---|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|
|   | <u>2021</u>         | <u>2022</u>      | <u>2022</u>         | <u>2021</u>               | <u>2022</u>       | <u>2022</u>               | <u>2022</u>        | <u>2021</u>        |
| <b>Terrains</b>   |                     |                  |                     |                           |                   |                           |                    |                    |
| Terrains  | 125 000\$           | - \$             | 125 000\$           | -                         | -                 | - \$                      | 125 000\$          | 125 000\$          |
| <b>Édifices</b>   |                     |                  |                     |                           |                   |                           |                    |                    |
| Écoles  | 15 320 372          | 64 343           | 15 384 715          | 8 116 548                 | 369 985           | 8 486 533                 | 6 898 182          | 7 203 824          |
| Obligation de mise<br>hors service<br>d'immobilisations | 4 501 898           | -                | 4 501 898           | 4 046 180                 | 44 387            | 4 090 567                 | 411 331            | 455 718            |
| Améliorations<br>locatives                              | 75 159              | -                | 75 159              | 60 127                    | 15 032            | 75 159                    | -                  | 15 032             |
|   | <u>19 897 429</u>   | <u>64 343</u>    | <u>19 961 772</u>   | <u>12 222 855</u>         | <u>429 404</u>    | <u>12 652 259</u>         | <u>7 309 513</u>   | <u>7 674 574</u>   |
| <b>Mobilier and équipement</b>                          |                     |                  |                     |                           |                   |                           |                    |                    |
| Écoles  | 832 269             | 433 724          | 1 265 993           | 734 481                   | 48 423            | 782 904                   | 483 089            | 97 788             |
| Administration  | 118 956             | -                | 118 956             | 118 956                   | -                 | 118 956                   | -                  | -                  |
| Autre - Centre des<br>Grands-Vents                      | 90 390              | -                | 90 390              | 68 908                    | 3 861             | 72 769                    | 17 621             | 21 482             |
|   | <u>1 041 615</u>    | <u>433 724</u>   | <u>1 475 339</u>    | <u>922 345</u>            | <u>52 284</u>     | <u>974 629</u>            | <u>500 710</u>     | <u>119 270</u>     |
| <b>Ordinateurs</b>                                      |                     |                  |                     |                           |                   |                           |                    |                    |
| Écoles  | 696 367             | -                | 696 367             | 696 367                   | -                 | 696 367                   | -                  | -                  |
| Administration  | 257 304             | -                | 257 304             | 257 304                   | -                 | 257 304                   | -                  | -                  |
|   | <u>953 671</u>      | <u>-</u>         | <u>953 671</u>      | <u>953 671</u>            | <u>-</u>          | <u>953 671</u>            | <u>-</u>           | <u>-</u>           |
| <b>Immobilisations en<br/>cours de construction</b>     |                     |                  |                     |                           |                   |                           |                    |                    |
| Écoles  | 110 939             | (110 939)        | -                   | -                         | -                 | -                         | -                  | 110 939            |
| <b>Total des immobilisations<br/>corporelles</b>        | <u>22 128 654\$</u> | <u>387 128\$</u> | <u>22 515 782\$</u> | <u>14 098 871 \$</u>      | <u>481 688 \$</u> | <u>14 580 559\$</u>       | <u>7 935 223\$</u> | <u>8 029 783\$</u> |



**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE PROVINCIAL  
DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR  
ANNEXE 8 - SERVICES AUX ÉLÈVES - PROJETS PROGRAMMES DES LANGUES  
OFFICIELLES EN ÉDUCATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2022**

|  | <u>Budget (Note 16)<br/>2022</u> | <u>Réel<br/>2022</u>      | <u>Réel<br/>2021</u>      |
|--|----------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Francisation   | 180 000\$                        | 223 837\$                 | 264 395\$                 |
| Coordination des programmes scolaires  | 70 000                           | 72 652                    | 65 402                    |
| Services d'aide pédagogique  | 145 000                          | 170 450                   | 119 460                   |
| Services et activités culturelles  | 147 000                          | 147 366                   | 26 156                    |
| Formation - directions et enseignants  | 45 000                           | 51 481                    | 41 558                    |
| Services de communication et de promotion  | 124 000                          | 115 542                   | 112 392                   |
| Administration de projets fédéraux   | 80 000                           | 77 593                    | 79 883                    |
| Services de traduction   | 15 000                           | 921                       | 4 045                     |
| Recrutement et rétention des enseignants   | 15 000                           | 23 089                    | 22 686                    |
| Centres de ressources  | 80 000                           | 59 021                    | 27 512                    |
| Technologie dans la salle de classe  | 206 000                          | 173 590                   | 177 351                   |
| École virtuelle  | 50,000                           | -                         | -                         |
| Renouveau pédagogique  | <u>100,000</u>                   | <u>81,509</u>             | <u>117,222</u>            |
| <b>Total des services aux élèves - Projets programmes<br/>des langues officielles en éducation</b> | <u><u>1 257 000\$</u></u>        | <u><u>1 197 051\$</u></u> | <u><u>1 058 062\$</u></u> |